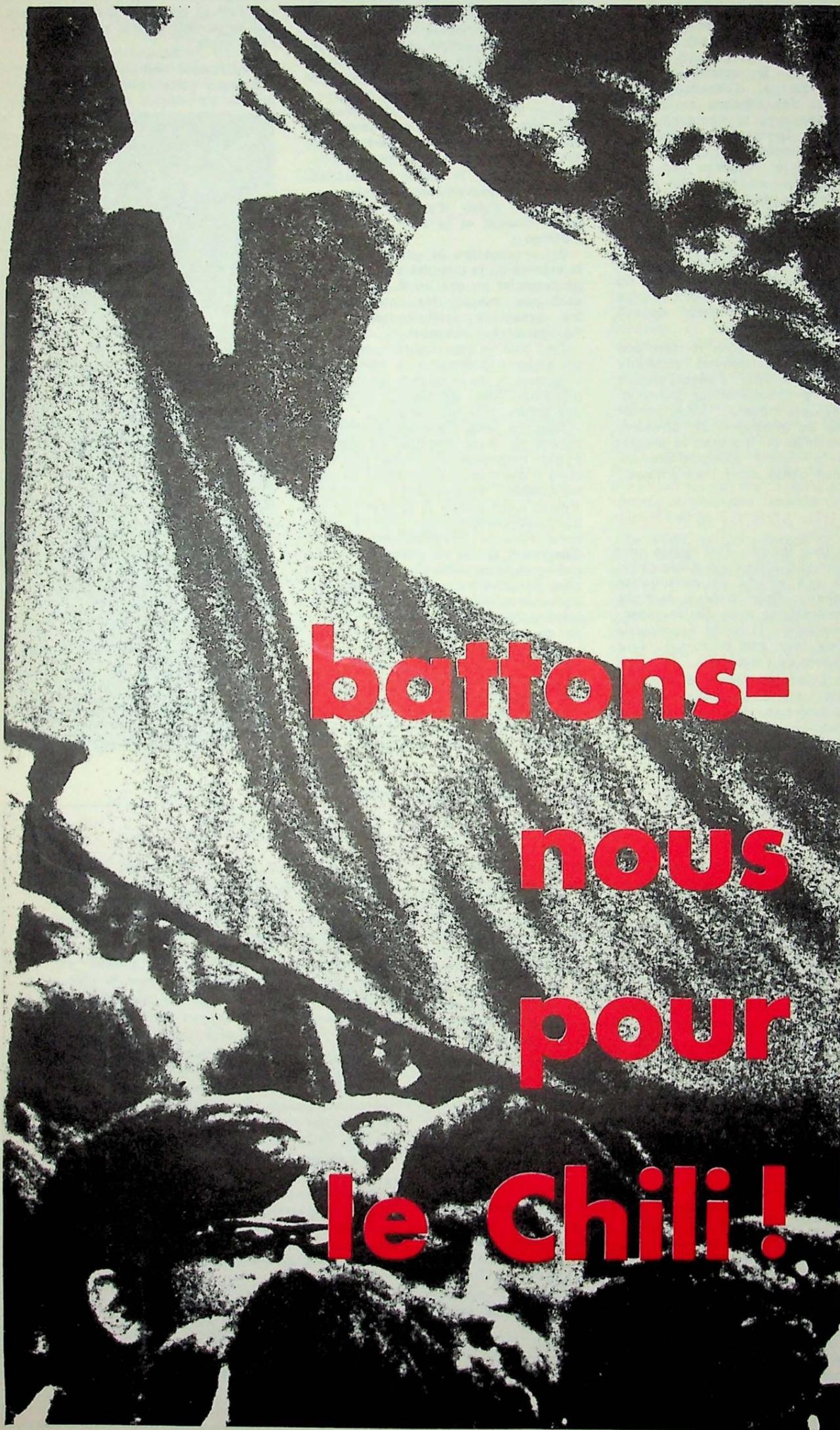


tribune socialiste



spécial chili



**battons-
nous
pour
le Chili!**

PRESQUE 10 jours nous séparent aujourd'hui du coup d'Etat fasciste au Chili. Préparé de longue date par le sabotage économique, l'offensive institutionnelle de la droite, la formation de groupes paramilitaires fascistes, par le noyautage de l'armée et singulièrement de ses cadres, par l'action souterraine de la CIA de l'ambassade américaine, le putsch vise, après le renversement de l'Unité populaire, le contrôle total du pays. Il n'y peut parvenir qu'au prix d'une répression sanglante, impitoyable, qui touche toute la gauche chilienne, sans distinction de groupe ou de parti.

Ce TS spécial sur le Chili, dans un document exceptionnel, traduit du dernier « Chile Hoy » peu avant le putsch, retrace la genèse et décrit la mécanique du coup d'Etat, point culminant de l'offensive réactionnaire et mode de passage obligé du capitalisme international dans ce pays où l'espérance socialiste et la mobilisation du peuple étaient devenues réalités.

Après une vague d'attendrissement sur le triste sort réservé au Président Allende, la presse de droite française tente d'accréditer la thèse d'un coup d'Etat presque sans bavure et d'une situation presque normalisée.

La vérité, telle qu'elle filtre péniblement à travers les nouvelles diffusées par les postes de radio clandestins, les récits d'exilés ou les informations recueillies par les ambassades amies, est tout autre. Et malgré le secret imposé à ce qui se passe au Chili par la Junte, malgré l'assassinat global de l'information et la mise aux ordres de la presse, il nous faut la dire, même partielle, même insuffisante. Il y va de l'avenir de la lutte au Chili, tant pour celle des travailleurs chiliens sur place que pour le soutien qui pourrait se développer dans l'opinion internationale. Il faut donc essayer, au travers d'éléments nécessairement fragmentaires, de faire le point sur la situation actuelle.

le peuple face à l'armée

D'un côté, l'armée chilienne et ses alliés : services secrets américains, « conseillers militaires » brésiliens et uruguayens notamment : la grande famille des fascismes. Appuyée par les groupes parlementaires et fascistes que sont les bandes armées de « Patria y libertad » et les escouades punitives formées par les gros propriétaires fermiers pour récupérer les terres expropriées. Du point de vue du nombre des forces engagées par la droite, sans doute plus de 100.000 hommes au total, ce qui peut paraître faible, mais supérieurement armés et entraînés (la loi sur le « contrôle des armes » a joué à sens unique contre les groupes de gauche) et de surcroît, préparées de longue date à un affrontement sanglant. Des professionnels et des hystériques, qui bénéficient en sus de livraisons d'armement américain et peut-être même français (le commerce à ses raisons...).

Le problème qui se pose à l'armée est celui de son unanimité. Rien n'assure en effet que toute l'armée soit du côté des putschistes et certaines forces de désobéissance, dans certaines casernes (notamment à Concepcion) indiquent au contraire que des mouvements centrifuges mêmes limités, y existent. Par ailleurs, la Junte peut remettre dans un an et demi à deux ans le pouvoir à un gouvernement de droite (par exemple Frei), si elle juge tenir la situation bien en mains. Dans

suite page 2

Daté du 7 septembre, le dernier numéro de « Chile Hoy » (le Chili aujourd'hui), nous est parvenu au moment même du putsch fasciste. L'ultime livraison de cet hebdomadaire d'extrême gauche, qui s'était toujours distingué par sa grande qualité, laissait tristement augurer de la suite des événements. En effet, outre un témoignage sur les tortures dans la province de Cautin, « Chile Hoy » publiait, à partir d'éléments fournis par le mouvement de la gauche révolutionnaire, deux versions de coup d'Etat : le modèle « freiste » et le modèle fasciste. Ces « deux voies pour un seul putsch » ont convergé le 11 septembre. Qu'on en juge avec la traduction ci-dessous :

les deux

JUSQU'AU 29 juin, la gauche a semblé accepter explicitement ou tacitement la thèse d'une armée « professionnelle », légaliste, voire hostile à la sédition civile contre le gouvernement Allende...

Edouard Frei n'a jamais dissimulé son dessein de récupérer la présidence. Jusqu'en avril de cette année il était convaincu que la détérioration de la situation économique, le blocus imposé par les Etats-Unis, et le travail de sape des secteurs des « gremios » qu'il contrôlait, détermineraient l'abandon des thèses de la gauche et le triomphe de l'opposition lors des élections législatives. Il prophétisait même 70 % pour la droite. De là au renversement d'Allende par la voie de l'accusation constitutionnelle, il n'y avait qu'un pas.

Mais après le score de 43 % qui confirma la gauche au pouvoir, la tactique de Frei s'est orientée vers le coup d'état militaire. Il s'agissait d'esquisser un plan qui permettrait de mener les hautes autorités militaires dans la voie du coup d'état mais sans que la situation échappe à son contrôle. Pour cela, la solution était de faire pression pour déchaîner la dissidence ouverte contre le secteur de l'armée influencé par le général Prats, qualifié de loyaliste.

En juin déjà, Frei est tenté par le coup d'état. Il se propose d'attirer les militaires par deux arguments majeurs :

1) la reconstruction nationale est impérieuse pour restaurer la sécurité menacée par la crise économique.

2) Il faut assurer la stabilité du régime institutionnel.

Frei s'est mis à couvrir en se servant de la présidence du sénat d'où il guide les opérations en utilisant un groupe d'inconditionnels spécialisés dans la lutte armée : Sergio Ossa

Pretot s'est employé à améliorer les relations du Parti Démocrate-Chrétien avec les militaires qui s'étaient beaucoup détériorées. Ce groupe est conseillé par quelques techniciens : 15 officiers en retraite qui travaillent régulièrement au siège de la Démocratie Chrétienne. Le plus important est le colonel Orlando Jorquera qui a d'excellents rapports avec des officiers en activité. Par exemple avec le discutabile colonel Manuel Contreras, directeur de l'Ecole des Ingénieurs, célèbre pour avoir maté la rébellion de San-Antonio, ce qui lui a valu la réprobation unanime des travailleurs de la région.

Ce groupe de civils et ses conseillers militaires sont chargés d'élaborer les analyses et les études économiques pour les forces armées et de rechercher les mécanismes capables de susciter un mouvement opposé aux autorités loyalistes.

Tous ces personnages forment une sorte de commandement supérieur qui, orienté par FREI, a résolu depuis la fin juin de s'installer au gouvernement par trois moyens. 1) des grèves partielles ou générales. 2) l'offensive institutionnelle qui poserait le problème de la dualité Congrès-Exécutif. 3) le coup d'état des forces armées.

le plan secret de Frei

Dans tous les cas, Frei insiste pour conserver une apparence d'inspiration civile à ses efforts de conspiration réactionnaire. Pour cela, il multiplie ses conversations avec des représentants directs de la haute bourgeoisie qui, à leur tour, sont en relation avec des officiers de l'armée.

Cette trame complexe de complicités et de rapports secrets repose sur la décision freiste de ne pas se compromettre ouvertement avec un secteur des forces armées. Ainsi, lors-

que le député Claude Huepe a manifesté assez timidement, le 29 juin, la désapprobation de la démocratie chrétienne envers les tentatives de Souper, Frei se tut, mais aussitôt après, il a compris que le déchaînement de discussions qu'entraînait la tentative militaire se prêtait admirablement à ce jeu et lui permettait de jouer dans trois directions :

1. — faire appliquer la loi de contrôle sur les armes aux seuls secteurs les plus conscients et les plus combats des travailleurs de la gauche ;

2. — diviser la classe ouvrière en gagnant le gouvernement d'Union populaire à l'idée d'entente entre le gouvernement et le parti démocrate-chrétien ;

3. — soumettre le général Prats à la volonté de la majorité du corps des généraux et au cas où il ne l'obtiendrait pas, susciter les conditions et les pressions institutionnelles qui l'obligeraient à renoncer.

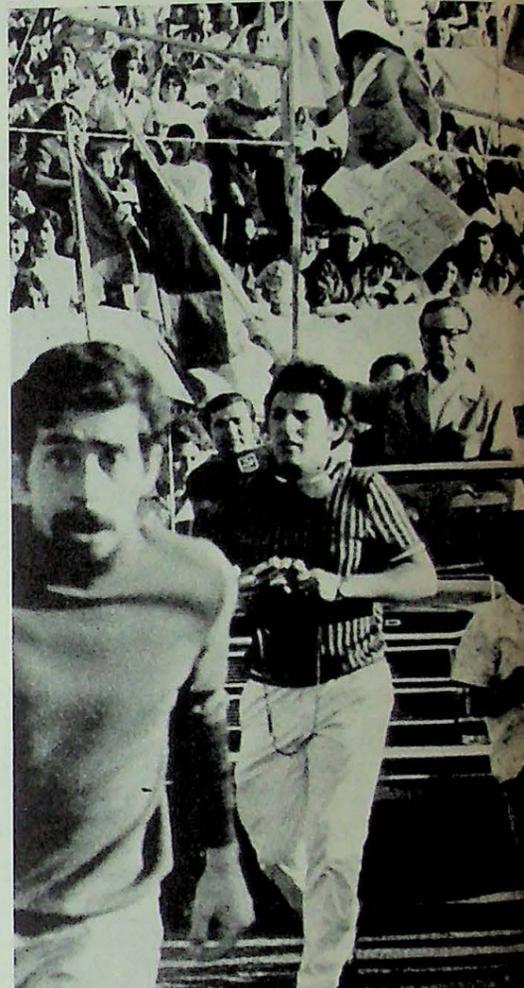
Ce plan s'est réalisé point par point, le « frémisme » a utilisé ses « péones » syndicalistes, petits propriétaires pour dénoncer l'existence des armes dans les usines.

Juan de Dios Carmona et Patricio Aylwin se sont chargés de donner à ses dirigeants les noms des officiers à qui il faudrait adresser les dénonciations. Parallèlement, le même Aylwin s'est décidé à se compromettre politiquement dans les négociations avec le gouvernement. Aylwin s'est joint à ces conversations, malgré le désaccord de Frei, car, il avait plus de scrupules que ce dernier, à s'y refuser ouvertement. En effet, un refus aurait mis en péril l'unité interne du parti démocrate-chrétien.

Alors, le président du Sénat se décide, en août dernier, à appuyer sur l'accélérateur. Le 20, il organise une réunion de ses sénateurs avec ceux du parti national pour définir une politique envers les forces armées. Des experts civils y assistent. Tous

constatent avec satisfaction que la démission de César Ruiz Danyau avait provoqué la crise espérée et que l'échec de son coup d'Etat obligeait à redéfinir la situation. C'est pour cela que le général Bonilla alla voir le général Prats.

Une rumeur non confirmée voudrait que dans cette réunion, le général Bonilla ait insinué au général Prats



BATTONS-NOUS POUR LE CHILI

suite de la page 1

le cas contraire, et si la résistance populaire continuait, la Junte entendrait conserver le pouvoir jusqu'à extinction complète des foyers de résistance, et cela peut prendre des années : le fascisme - dans son expression la plus brutale - s'installerait alors pour très longtemps au Chili, comme il l'est au Brésil. La lutte entre les factions de droite peut se dérouler sur ce plan.

De l'autre, le peuple, mobilisé pour défendre son espérance sociale et sa liberté. Il semble que ce soit des groupes de militants armés qui résistent aux militaires, notamment dans les faubourgs ouvriers, les usines, les villes (comme Concepcion) et les campagnes où l'Unité populaire ou le MIR étaient bien implantés. Il est impossible d'évaluer l'ampleur des forces de résistance qui se battent actuellement. Simplement, la presse entière a souligné combien était rare, en Amérique latine, un phénomène de résistance aussi dur et aussi long à un putsch militaire utilisant des moyens massifs de destruction. Ceci donne une idée de la mobilisation populaire actuelle. Là aussi, se pose le problème de l'unité de la lutte, qui semble d'ailleurs se réaliser, à la fois sur le terrain et à l'extérieur du Chili, puisqu'un commandement unique de la résistance comprenant le MIR, se constituerait actuellement.

Pour la Junte, malgré son incontestable succès initial et la brutalité immonde de la répression, l'objectif du contrôle du pays n'est pas atteint, après dix jours de combat où elle a mis tous ses moyens en jeu. La résistance subsiste, et il est probable qu'elle s'organise pour durer longtemps. L'inquiétude devant la persistance de la résistance transparait d'ailleurs dans les propos hystériques du général Pinochet, chef de la Junte, que notre presse bourgeoise essaie de présenter comme un légaliste ennuyé d'en arriver là, alors qu'il n'est qu'un des pires assassins de l'histoire...

pour que l'espérance ne meure pas

Par ailleurs, l'opinion internationale commence à s'émouvoir des « excès » commis au Chili et cela n'est pas sans répercussions sur certains éléments de la Démocratie chilienne dont « Le Monde » s'est fait l'écho. Le massacre ne pourra peut-être pas être prolongé longtemps. La marge de manœuvre se réduit.

Enfin, le problème de la reprise du travail et de la relance économique, même si les capitaux américains n'attendent qu'un signe pour s'investir, reste entier. Les travailleurs n'ont probablement pas l'intention de revenir

à leurs usines où à leurs champs, ni les étudiants aux universités. On peut se demander comment la Junte pourra résoudre cette question, à moins que les bourgeois des beaux quartiers retroussent leurs manches ?...

Il est donc difficile de prévoir l'avenir au Chili. Les militaires ont pour eux la force, une répression qui a clairsemé les rangs des militants de gauche, l'appui tacite des Etats-Unis et la toute relative impréparation des forces populaires. Le peuple a pour lui sa formidable conscience politique, ses traditions de lutte, une liaison très étroite entre partis et masses, des armes en nombre important, un rôle décisif dans l'activité économique, et le soutien d'une partie importante de l'opinion mondiale. Les jours qui viennent préciseront le rapport de force en même temps qu'ils feront défiler devant nous l'horreur des massacres et des persécutions, qu'ils dévoileront le visage odieux du fascisme et dénonceront les moyens qu'utilise le capital lorsqu'il est mortellement menacé.

Dès lors, le soutien total des travailleurs est nécessaire aux camarades chiliens. Sur le plan politique, juridique, financier, massivement et constamment, tout doit être fait pour que là-bas l'espérance ne meure pas et que ceux qui tombent ne soient pas morts pour rien.

Daniel LENEGRÉ.

putschs



qu'en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, il devait prendre la tête d'un coup d'Etat décisif contre le gouvernement.

On dit que Prats aurait repoussé cette offre avec indignation, se faisant ainsi un ennemi mortel. En définitive, ce serait Bonilla qui aurait pris la tête du groupe de généraux qui ont projeté et réussi à faire démissionner



Prats.

D'autres versions plus vraisemblables expliquent la démission du général Prats par la réaction de ce dernier devant le refus de la majorité des généraux à lui donner un geste d'appui après la manifestation des femmes de quelques généraux devant sa résidence. Toutes les étapes du plan freiste s'étaient ainsi accomplies : les officiers qui souhaitaient le coup d'Etat militaire et leur installation au gouvernement, obtinrent une grande victoire avec le double abandon de Prats.

le coup d'état fasciste

Maintenant, l'ultime dessein consiste à changer le régime. On ne considère plus particulièrement nécessaire de renverser Allende, mais on n'écarte pas non plus l'affrontement, si l'exécutif se montrait suffisamment ferme et si la classe ouvrière et le peuple continuaient à soutenir la gauche.

Le parti national en a appelé beaucoup plus nettement aux officiers. Comme Patrie et Liberté, il souhaite renverser Allende par la force. Il y a pour cela trois solutions : 1) offensive des « gremios » et de terroristes afin d'installer le chaos ; 2) offensive institutionnelle ; 3) soulèvement dans les zones où existe un rapport de forces favorable aux militaires.

Tout au moins les deux premières phases sont les mêmes que celles de la stratégie Freiste et supposent comme elles la combinaison des conflits syndicaux et des actions terroristes. Ce plan aurait été décidé lors de la réunion d'Antofagasta le 16 juin à laquelle assistait l'état-major des partisans du coup d'Etat civil et militaire : Carlos Raymond, secrétaire général du Parti National, Valentin Roblés, Gabriel Gonzalez Videlo, Pablo Rodriguez, Alfredo Canales et Arturo

Marshall Marchesa.

La troisième phase de ce plan fut paraît-il discutée dans la demeure d'un des principaux officiers supérieurs (l'article en donne l'adresse exacte). C'est là que le sénateur Sanfuentes retrouve les militaires, en particulier le général Torres de la Cruz que le Parti National souhaite voir prendre le commandement en chef de l'armée. (C'est le troisième dans l'ordre de l'ancienneté après les généraux Pinochet et Urbina). Cette troisième phase s'est déroulée à Valparaiso, Concepcion, Osono, Cautin et Punta Arenas. Mais son front d'opération s'est trouvé dégarni lorsque son responsable, Roberto Thieme s'est enfié du Chili en volant un avion en février dernier et en se faisant passer pour mort. Devant cette situation, les militaires ont suggéré à Patrie et Liberté de créer un commando d'opération qui accomplirait des tâches de sabotage et de terrorisme qu'ils ne pouvaient réaliser eux-mêmes. Ils les ont assurés que cela pourrait créer des conditions favorables pour les agissements des forces navales. C'est donc une sorte de division du travail que les militaires ont proposée à Patrie et Liberté. Ce commando s'est appelé BOFE (Base Opérationnelle des Forces Spéciales). Les militants de Patrie et Liberté ont donc rejoint ce mouvement éclairés des conseils de quelques militaires.

Le BOFE est un appareil de coups d'Etat armé, prêt à obéir à toute demande de sabotage faite par les militaires. Il a des contacts avec pratiquement toutes les unités du pays. A Concepcion, par exemple, il est en liaison avec le général Carasco, celui-là même qui refuse de signer les ordres de détention contre les militants de Patrie et Liberté. Cela lui avait valu dit-on des observations de la part de ses supérieurs plus fidèles à la doctrine d'apolitisme dans l'Armée. A Talcahuano, ils peuvent comp-

ter sur le capitaine Gagardo Alarcon, responsable des tortures envers les marins détenus dans la base.

Les éléments de l'ultra réaction se sont vantés bruyamment de ce que le rapport des forces leur soit favorable dans plusieurs Divisions d'Armée...

(L'article cite alors une liste de noms de hauts officiers dans la plupart des Unités).

Cette liste donne une idée de l'importante qu'a atteinte le BOFE comme organisme de planification et d'exécution des plans de coups d'Etat. Vers la mi-juillet, ils avaient déjà des contacts suffisants pour réaliser des actions d'une grande audace technique et d'envergure. Les officiers engagés dans l'Armée de Terre et l'Aviation montrent moins de décision et de férocité que ceux de la Marine. Ces derniers en sont arrivés à proposer des attentats terroristes si importants, comme de faire sauter les trains de voyageurs qu'ils ont été repoussés par d'autres officiers pour leur criminalité. L'explosion du viaduc de Malleco, qui coupait le Chili en deux, est à l'étude.

les trois cibles du "BOFE"

En août, le BOFE eut trois cibles : des camions, des voies ferrées et des pylones à haute tension. L'explosion de ces pylones, sous la direction de quelques officiers de la Marine, provoqua la gigantesque panne d'électricité du lundi 13. C'est ainsi que s'explique la technique évoluée employée pour cette opération ; les militaires donnent aux commandos civils non seulement les objectifs et l'entraînement, mais aussi l'infrastructure et la protection. Ils ont par exemple protégé Fontecilla, l'assassin d'un ouvrier dans le local d'un journal pirate de l'Université Catholique de Talcahuano. Fontecilla, fils d'un général en retraite, s'est livré à la justice dans l'hôpital des forces aériennes. Ce sont ces mêmes éléments du BOFE qui devaient agir le 29 juin lors du coup d'Etat de Roberto Souper, qui fut ensuite retardé. C'est Souper qui le lance alors pour son propre compte avec le résultat qu'on connaît. D'autres se décidèrent à agir en francs-tireurs.

Ces activités prirent une telle ampleur qu'elles auraient obligé le général Prats à venir spécialement dans le sud pour y rencontrer les officiers. Le 15, il alla à Concepcion puis à Chillan. Son souci d'éviter les coups d'Etat ne fit qu'augmenter ses difficultés. A partir de ce moment, ceux qui voulaient sa démission furent de plus en plus nombreux.

Lorsque les épouses des généraux vinrent vociférer devant sa maison, il n'avait rien à faire d'autre que de demander au président d'expulser les officiers compromis ou de s'en aller. Il considéra impossible la première solution et accepta finalement la seconde solution. Le coup avait réussi à l'ébranler. L'appui que lui manifestaient beaucoup d'officiers et une énorme majorité de sous-officiers n'a servi à rien. Mais c'est en eux que réside l'espoir d'écraser le fascisme, celui de Frei comme celui de l'Armée.

Le reste, la tâche essentielle, c'est aux masses de l'accomplir. ■

SOLIDARITÉ

Dix-huit organisations dont le PC, le PS, le PSU, la CGT et la CFDT ont lancé l'appel commun suivant annonçant la création d'un fonds commun pour le Chili :

Depuis dix jours déjà le sang coule au Chili. Par le fer et le feu, la torture, la délation, les exécutions sommaires, la junte tente de frapper de terre les paysans, ouvriers, étudiants et démocrates de toutes convictions politiques, philosophiques ou religieuses, qui avaient soutenu les objectifs du président Salvador Allende visant à rendre le Chili aux Chiliens, à promouvoir la justice sociale, le mieux-être, l'émancipation des travailleurs, à assurer l'indépendance nationale, par la Démocratie et dans la liberté.

Parce que la politique du Gouvernement légal d'Unité Populaire était exemplaire d'une possibilité d'avancer vers le Socialisme dans le respect de la démocratie, des droits et libertés de tous y compris de ceux de l'opposition, — parce que, soutenue par la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens, elle avait réussi à promouvoir de profondes réformes économiques et sociales, conformes aux intérêts du peuple comme à celui de la Nation,

— parce que les consultations électorales successives révélaient qu'elle jouissait du soutien croissant du peuple,

— parce que ainsi se trouvaient irrémédiablement menacés les privilèges exorbitants des féodalités économiques nationales et des sociétés multinationales,

— les forces réactionnaires et fascistes du Chili, activement soutenues par l'impérialisme américain, et qui, trois années durant avaient multiplié les sabotages économiques, les provocations

politiques, les assassinats, n'ont pas hésité à provoquer le renversement par un coup d'état militaire du régime constitutionnel de leur pays.

Ainsi est une nouvelle fois tragiquement attesté que l'écrasement du peuple demeure l'ultime argument de ceux qui refusent le progrès et la justice sociale.

Aujourd'hui, alors que les travailleurs et démocrates chiliens résistent héroïquement dans l'ensemble du pays comme le révèlent les informations qui commencent à parvenir, des milliers de morts, des milliers de prisonniers jalonent déjà les pas de la Junte, qui va jusqu'à livrer à leurs bourreaux les exilés politiques d'autres pays de dictature et installe ses cours martiales.

Ce crime doit cesser. Le Chili doit être rendu à son peuple, la démocratie rétablie, tous les prisonniers politiques libérés.

Nous appelons à développer, dans toute la France, une campagne nationale de solidarité envers le peuple chilien et sa courageuse résistance à la Junte et au fascisme.

Nous condamnons à nouveau l'attitude du gouvernement français qui, à l'encontre de celle de gouvernements de grands pays voisins et de tant d'autres dans le monde, non seulement se refuse à condamner le coup d'état fasciste, mais donne à entendre qu'il maintiendra entre notre pays et la Junte des relations diplomatiques.

Nous réaffirmons l'indignation des Français devant les silences, les déformations, les contre-vérités, la par-

tialité par lesquels le service public qu'est l'ORTF travestit l'information sur les événements du Chili et sur l'émotion qu'ils provoquent.

Les organisations soussignées appellent à une grande mobilisation de tous les milieux populaires et démocratiques, de tous ceux qui sans distinction de conviction ou de croyance, refusent de voir ainsi étranglées la liberté et la justice.

Après les grandes manifestations du 12 septembre à Paris et dans le pays, nous appelons, durant la prochaine quinzaine, à la tenue en commun par nos organisations départementales et locales respectives de grandes assemblées publiques où s'exprimera la solidarité de tous à l'égard du combat du peuple chilien. Il y sera notamment décidé de faire connaître aux Préfets et à toutes autorités compétentes l'indignation populaire sur l'attitude inadmissible du gouvernement français et de ses moyens d'information.

Parallèlement, nous annonçons le lancement d'une Collecte nationale qui nous est commune. Elle commence dès aujourd'hui et son produit destiné aux besoins de la lutte de l'Unité Populaire et de la Centrale Unique des Travailleurs sera remis à l'organisme unitaire qu'ils constitueront à cet effet.

Toutes les initiatives pour alimenter ce fonds commun seront prises à tous les niveaux, dans les entreprises, les quartiers, les villages, dans la rue, et les versements seront adressés à « Solidarité Chili », 10, rue de Solferino, Paris-7^e, C.C.P. 4-70 Paris.



les "commandos communaux"

Il faut le dire : bien plus que le gouvernement Allende — résigné dans ses derniers temps à de dramatiques concessions —, c'est le développement des formes du pouvoir populaire qui affolait la bourgeoisie chilienne et son fer de lance, l'armée. Et le 11 septembre, quand les canons eurent « achevé » le Palais de la Moneda en tant que symbole d'un gouvernement, les militaires se jetèrent avec sauvagerie sur la banlieue prolétarienne de Santiago, sur les entreprises nationalisées et, en général, partout dans le pays où le peuple s'était affirmé comme force révolutionnaire.

LES fascistes ne s'y étaient pas trompés : ce double pouvoir qu'était celui des masses radicalisées se trouvait dans leur ligne de mire depuis plusieurs mois. Il devint concrètement une cible avec cette fameuse « loi maudite » sur le contrôle des armes. Il précipita le putsch, démontrant a posteriori que l'armée connaissait son ennemi principal : c'est ce pouvoir-là qui lui opposa, et sans doute continue tant bien que mal à lui opposer la résistance la plus acharnée.

Rencontrés à Santiago, quinze jours à peine avant le « golpe », deux hommes très différents — encore que non incorrigibles — m'avaient fait cerner, chacun à sa manière, la nécessité, les limites et les réalités du pouvoir populaire.

Jacques Chonchol d'abord. La quarantaine, ancien ministre de l'Agriculture d'Allende, chargé alors de donner toute sa dimension à la réforme agraire, Jacques Chonchol venait de la Démocratie chrétienne. Il s'en était détaché à partir de 1967 pour créer en 1969 — notamment avec Rafael Gumucio, l'un des fondateurs de la D.C. — le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire). En août 1971, il participa à la création de la Gauche chrétienne qui évolua très rapidement vers des positions révolutionnaires, tout en soutenant l'Unité populaire. Le cheminement de Jacques Chonchol est des plus intéressants et permet notamment d'éclairer ses propos exprimés dans les derniers jours du gouvernement d'Allende.

Chonchol : les failles de la gauche

« La situation actuelle, me déclara-t-il, reflète plus un problème de l'U.P. qu'un problème de gouvernement. Tous deux se sont toujours heurtés à la question du coteo (1) dont tous les ministres ont souffert. Nous avons pu constituer une force unitaire pour arriver au gouvernement mais pas suffisante pour gouverner. Le sectarisme a fait ses ravages. Ainsi, les problèmes économiques n'ont pas pu être abordés efficacement du fait, par exemple, que le P.C. et le P.S. sont davantage des partis ouvriers que paysans. La gauche est trop idéologue face à une droite unie par ses intérêts. Ainsi, 90 % de l'énergie d'Allende servent à tenter de souder le gouvernement.

« De ce fait, il faut admettre que, concrètement, depuis le « tankazo » du 29 juin, les partis politiques sont passés à l'arrière-plan, après la C.U.T., les « gremios » (2), les forces armées et le gouvernement.

(1) Il s'agit de la répartition des portefeuilles ministériels en rapport avec les partis composant l'U.P.

(2) Confédération unique des travailleurs ; gremios : corporations patronales comme celle de camionneurs.

« Dans ce contexte, les commandos communaux sont apparus comme une nouvelle forme d'organisation du prolétariat, suppléant dans ce domaine les déficiences de la C.U.T. De ce point de vue, c'est un fait très positif.

« Une des failles de la gauche, précisément, c'est d'avoir trop parlé du prolétariat — qui est une minorité — sans se préoccuper du sous-prolétariat que le MIR (3) a eu l'habileté de « travailler » dans certains secteurs. La gauche a oublié que, même dans une démocratie traditionnelle, cette masse pourrait donner à l'U.P. une force électorale considérable et même une majorité confortable, de 70 % peut-être.

« Pour les sous-prolétaires, le logement et le ravitaillement comptent bien plus que des augmentations de salaires car, bien souvent, ils n'ont même pas de salaires. »

"Nous prenons nos affaires en main"

Patricio Romo lui, est (était) à 21 ans le « chef », le secrétaire, du commando communal de Barrancas, une « poblacion » (4) de la périphérie de Santiago. Membre du MIR, il vivait en permanence dans la commune. Je l'ai rencontré dans le « centre social », une petite baraque propre qui était aussi le siège du commando. Trois ou quatre militantes y accueillaient des femmes venues exposer leurs problèmes. Un autre militant tournait la ronéo pour les convocations à l'assemblée populaire du surlendemain. Un autre tenait un livre de comptes.

Durant notre entretien, Romo fut « dérangé » plusieurs fois par des hommes de la commune qui avaient, eux aussi, des problèmes. Finalement, deux d'entre eux se joignirent à la discussion et ne se montrèrent pas des moins décidés : « Nous prenons nos affaires en main : tu vois, il nous manque de l'huile à manger. On doit en trouver pour demain. On va régler ça ! »

● Patricio, comment fonctionne un commando communal comme celui-ci ?

— Notre tâche principale, c'est d'organiser le ravitaillement et donc de lutter contre le marché noir en nous passant d'intermédiaires. Avec les Juntas de vecinos (5), nous recensons les besoins des familles en fonction de leurs ressources et du nombre des enfants.

(3) Mouvement de la gauche révolutionnaire.

(4) Bidonville organisé ou en voie d'organisation.

(5) Assemblées de voisins.

Ensuite, avec les JAP (6) et en collaboration avec les organisations de gauche — même les chrétiens — notre comité pour l'approvisionnement rassemble les produits, les achemine chez les commerçants et contrôle la régularité de la distribution.

● De quelle manière ?

— Par exemple, si, comme cela s'est produit il y a quelques jours, un commerçant vend une « canasta popular » (7) 50 escudos de plus, on le dénonce et, au besoin, on l'exclut du circuit.

● Et les cordons industriels ?

— Le cordon se limite à l'organisation des ouvriers dans les entreprises industrielles, sur les lieux de travail. Nous avons de bonnes relations avec eux, mais ils le limitent aux problèmes syndicaux. Le commando, c'est l'extension du cordon à toute la vie quotidienne d'une commune. Ainsi, nous avons monté une espèce de clinique qui s'active particulièrement pendant les grèves des médecins, comme en ce moment. Nous organisons l'éducation des enfants, la distribution du pain, les transports. Par exemple, nous avons récemment réquisitionné nous-mêmes des bus — il n'y avait plus de transport en commun à Barrancas. Alors, le gouvernement s'en est préoccupé parce que notre action avait mobilisé 6.000 personnes. Nous essayons aussi de mettre sur pied une justice populaire et nous travaillons sérieusement à l'auto-défense de la poblacion.



● Combien de « pobladores » sont concernés par le commando ?

— Environ 10.000, représentés par 25 à 30 délégués dans les divers fronts d'organisation et les comités de vigilance et de défense. Il faut dire que les trois quarts des pobladores sont peu actifs en dehors des périodes de tension.

● En quoi votre organisation diffère-t-elle du système bourgeois des assemblées d'élus ?

— Au début, en effet, nous avions une organisation plutôt classique avec un président, des secrétaires, etc. Mais le premier président a disparu subitement et, avant

(6) Associations pour le ravitaillement et le contrôle des prix (il y en avait près de 1 000 à Santiago).

(7) Les 13 articles essentiels constituant le « panier de la ménagère ».

qu'il ne revienne, l'assemblée populaire l'a exclu. Du coup, la masse a montré sa volonté de contrôle direct et nous avons changé les structures du commando : il n'y a plus de président et les gens viennent directement au commando où les problèmes sont attaqués efficacement.

Les commissions élisent en assemblée générale un délégué qui dure tant qu'il est efficace. Chaque délégué représente une charge, non une personne. Seul le secrétaire reste de l'ancienne structure mais il est aussi révocable par les assemblées populaires qui se tiennent au moins une fois par semaine et tous les deux ou trois jours en période de crise.

● Quelles sont vos relations avec la C.U.T. ?

— Tout le monde, dans les commandos comme dans les cordons, accepte la C.U.T. comme l'organisme principal des travailleurs. Nous ne voulons pas que les coordinations des cordons deviennent une organisation parallèle à la C.U.T. parce que la C.U.T. a montré, surtout le 29 juin, qu'elle est une grande conquête du prolétariat. Mais nous ne voulons pas davantage que les coordinations des commandos soient récupérées par la C.U.T. car les commandos sont et doivent rester l'expression de l'autonomie des prolétaires, la preuve vivante de leur capacité d'auto-organisation, indépendante du pouvoir d'Etat, du gouvernement et de ses relais. La C.U.T. a bien des défauts et il faut nous battre, non pas contre elle, mais contre son manque de démocratie interne, son bureaucratisme (nous avons aussi conscience de ces dangers pour nous !) et son emprise sur les cordons industriels pour tenter de les lier au pouvoir réformiste.

"Nous n'irons pas à la rue"

● Et la guerre civile ?

— Nous ne voulons pas le déclenchement de la guerre civile. Pour nous, un « golpe » ou la capitulation du gouvernement, c'est la même chose. Notre réponse, c'est une autre forme d'organisation. Nous ne lutterons pas force contre force face à l'armée. Nous imposerons un autre terrain. Déjà nous avons pris certaines mesures. Nous n'irons pas à la rue, ni à la Moneda. Les directives sont déjà imprimées, prêtes à être diffusées. Nous créerons des zones libérées où personne de l'ennemi ne pourra venir pour préserver à tout prix ce que nous avons gagné.

Nous avons structuré notre organisation de façon que le commando soit la forme finale de gouvernement populaire. L'autre gouvernement avec son congrès, sa « justice », ne peut que mettre des barrières sur notre chemin.

Aujourd'hui, Jacques Chonchol est l'un des seuls anciens ministres de l'U.P. — sinon le seul — à avoir, semble-t-il échappé au fascisme. Quant à Patricio Romo, nous voulons espérer qu'il est dans une « zone libérée », ou qu'il y sera bientôt. Nous voudrions croire que ses propos ne soient pas, déjà, un testament.

Cordons industriels — contrôle ouvrier. Commandos communaux — pouvoir populaire. Un beau schéma que nous aimons tant. Un schéma noyé dans le sang. Pour que l'histoire nous serve de leçon. Encore, toujours.

Gérard BOREL ■